

GENRE ET ÉQUITÉ SOCIALE (GES) VISION ET ACTIONS 2025-2028

Il s'agit d'une traduction en français non vérifiée utilisant DeepL. Veuillez vous référer à la version originale anglaise pour plus de précision.

Principes

- Le genre et l'équité sociale font partie intégrante de tous les sujets, domaines de travail et champs d'action, dans tous les contextes, y compris en Suisse.
- L'inclusion sociale, la cohésion sociale, la protection sociale, la sécurité sociale et/ou la justice sociale sont des objectifs préventifs et/ou réactifs clés, autonomes et/ou interconnectés, en fonction du contexte du programme.
- La violence fondée sur le genre (en ligne/hors ligne, sous toutes ses formes : sexuelle, physique, psychologique, économique, etc.) est omniprésente/endémique dans les contextes de développement, fragiles et humanitaires dans lesquels nous travaillons, affectant principalement les femmes/filles **mais aussi les hommes/garçons**. Ces derniers sont sous-estimés/rapportés en raison du tabou et dans les contextes de conflit/guerre.
- Ne pas nuire et les plans d'urgence sont une condition préalable à toutes les stratégies : dommages physiques, psychologiques, financiers, numériques, sociétaux, environnementaux et politiques.
- Les principes ci-dessus s'appliquent à la fois à la gestion de l'organisation et à la gestion du programme, c'est-à-dire aux ressources, aux opérations, aux employés, aux partenaires et aux parties prenantes.

Contexte mondial global :

Nous vivons et travaillons dans un monde de plus en plus monde fragile et interconnecté.

Qu'est-ce que la fragilité ? C'est la combinaison de l'exposition aux risques et de l'insuffisance des capacités d'adaptation de l'État, du système et/ou des communautés pour gérer, absorber ou atténuer ces risques. La fragilité compromet les personnes, la planète et la prospérité. Dans un monde interconnecté, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la fragilité multidimensionnelle pour assurer le développement durable et la paix.

Dimension	Severe	Minor
Economic		
Environmental		
Human		
Political		
Security		
Societal		



Selon les indices de fragilité, la moitié des pays dans lesquels Helvetas travaille sont classés entre fragiles et extrêmement fragiles.

Des tendances dangereuses telles que le changement climatique, la perte de biodiversité, les maladies zoonotiques et la pollution ont des effets cumulés sur la sécurité humaine (y compris la sécurité alimentaire), qui créent des déséquilibres sociaux sous la forme de pauvreté, d'inégalité et de tensions sociales. La répartition très inégale des coûts et des bénéfices de ces interactions tend à renforcer la poursuite de ce cycle extrêmement déstabilisant. Nous risquons d'être au début d'un nouveau cycle d'insécurité alimentaire et de privations humaines accrues". [ONU](#)

Le changement climatique fait peser des risques sans précédent sur le paysage géostratégique du XXIe siècle. Un nombre croissant d'armées et de communautés de sécurité nationale dans le monde sont préoccupées par le changement climatique, notamment par les risques très réels qu'il fait peser sur la stabilité mondiale, les conflits et les missions militaires. Les armées ont la responsabilité d'aider à prévenir ces risques et à s'y préparer". [IMCCS](#)

- Les thèmes suivants sont les priorités organisationnelles d'Helvetas pour la période stratégique 2025-2028.
- En appliquant l'optique GES, les considérations **GES** les plus **critiques** sont mises en évidence, sous la forme d'**opportunités stratégiques et/ou de menaces**.
- Bien que chaque thème soit analysé de manière indépendante, il existe d'importantes intersectionnalités qui méritent d'être prises en compte. C'est pourquoi les principales **interdépendances de cause à effet entre les thèmes clés** du point de vue GES sont également notées, verticalement et horizontalement.

PROGRAMMES				
Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres clés	Vision GES	Actions GES
Blocs mondiaux ("Guerre froide II")	<ul style="list-style-type: none"> • Le conservatisme et l'autoritarisme sont à la fois la cause et l'effet de la montée des conflits, de la corruption et de l'inégalité, exacerbant les fractures sociales et de genre, les retours en arrière et les formes existantes et nouvelles de violence liée au sexe et de violations des droits des femmes et d'autres groupes sociaux, ethniques et/ou minoritaires. • Conflits : ils favorisent la corruption, augmentent les inégalités sociales et de genre et l'insécurité des moyens de subsistance, y compris la réduction de l'accès à la nourriture. • La corruption : La corruption engendre des conflits et exacerbe les inégalités avec des impacts sociaux et de genre différents, en particulier sur les femmes et les personnes les plus vulnérables Transparency.org ; WB • L'inégalité : L'inégalité économique est étroitement liée à l'inégalité politique, ce qui renforce les divisions au sein de la société, les plus pauvres ayant moins d'influence. Les écarts les plus importants entre les hommes et les femmes persistent au niveau de l'autonomisation politique et du leadership des femmes, que ce soit dans la sphère publique, politique ou commerciale.¹ • La faim : faim dans le monde augmente alors que les progrès pour y remédier stagnent. 60 % des personnes sous-alimentées dans le monde sont des femmes (filles). Cependant, si les femmes dans le secteur de l'agriculture étaient davantage valorisées et dotées de ressources, la productivité pourrait augmenter de 30 %, la production agricole nationale augmenterait de 4 % et 100 millions de personnes en moins souffriraient de la faim. BAD 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est prouvé qu'un meilleur équilibre entre les sexes et une plus grande diversité dans les fonctions de direction et de prise de décision contribuent à l'élaboration de politiques plus inclusives et, par conséquent, à l'équité et à la cohésion sociales. L'exemple le plus récent est celui de la pandémie de COVID-19. OCDE ; UN-WOMEN • Les recherches montrent que lorsque les femmes participent à la médiation des conflits et aux négociations de paix, la probabilité d'une résolution pacifique et durable augmente de 30 %. WPS L'engagement des jeunes en tant qu'agents de changement et ambassadeurs de la paix est également de plus en plus reconnu. YPS • Les conflits et les inégalités sont des facteurs de migration qui exposent les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables à des risques accrus liés au travail informel, à l'esclavage moderne, à la traite des êtres humains, à l'absence de logement, à la faim, à la violence et à la criminalisation, entre autres. • La xénophobie, le racisme et le sexisme/la discrimination fondée sur le genre exacerbent les inégalités entre les hommes et les femmes, les fractures sociales et les migrations dangereuses. Les conflits, les crises, les pandémies et le conservatisme/autoritarisme, qui sont souvent liés, ont tendance à déclencher des pics dans ces tendances socialement destructrices. L'OIM • Les 10 % les plus riches du monde représentent entre 36 % et 49 % des émissions mondiales. Dans le même temps, le pouvoir politique des riches actionnaires et des entreprises des secteurs à forte intensité de carbone leur permet de faire obstacle aux politiques climatiques qui vont à l'encontre de leurs intérêts : L'inégalité est liée à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre liées au changement climatique. UCL • 1,6 % des revenus mondiaux pourraient être générés et réinvestis dans l'éducation, la santé et la transition écologique grâce à des options fiscales innovantes, inclusives et progressives, permettant de lutter à la fois contre la pauvreté et le changement climatique • Les principaux facteurs de la faim sont les conflits, le changement climatique et les inégalités. AAH 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel de la prévention et de la réponse aux principaux risques et défis, tout en contribuant à des solutions plus durables et à des impacts durables dans tous les contextes où nous travaillons, quel que soit le domaine d'activité ou le champ d'action.</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le GES est ancré au centre de nos analyses de contexte, de parties prenantes et/ou sectorielles. Cela signifie que les politiques, lois, conventions et accords nationaux, régionaux et/ou internationaux liés au GES font partie de toutes les analyses de contexte, quel que soit le domaine de travail. PEPA • Notre approche des systèmes inclusifs vise un minimum de 40% de femmes, 40% d'hommes et 20% de diversité² dans tous les postes ou processus de direction/gestion et/ou de prise de décision renforcés, créés et/ou facilités dans le cadre de nos programmes/projets avec nos partenaires et acteurs/parties prenantes du système, du niveau national au niveau local, quel que soit le domaine de travail/le champ d'action. Des ressources/mesures supplémentaires sont prévues pour respecter cet engagement. • L'approche Ne Pas Nuire (Do No Harm) est liée au GES fait systématiquement partie de toutes les évaluations des risques et de tous les plans de gestion. Ceux-ci sont élaborés et contrôlés conjointement avec les principaux partenaires, les acteurs du système et surtout les principales parties prenantes, en veillant à ce que les femmes et les jeunes soient activement impliqués.

¹ Si l'inégalité englobe bien plus que l'inégalité entre les sexes, compte tenu des preuves qui montrent que lorsque les femmes sont davantage intégrées, cela a des effets positifs sur l'égalité sociale et l'équité, il est essentiel d'investir dans la réduction des écarts entre les sexes, qui sont omniprésents et qui, dans certains cas, se creusent, pour s'attaquer aux problèmes plus vastes de l'inégalité sociale.

² La diversité comprend l'âge, l'appartenance ethnique (indigène), la religion, l'identité, les couches sociales (éducation, revenu, statut), les personnes souffrant de handicaps différents, et/ou la langue, etc.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Changement climatique</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'alimentation, la nutrition, l'hygiène et la santé, l'eau est essentielle et constitue donc un droit. En raison de leurs rôles traditionnels, de leur travail non rémunéré et des secteurs qu'elles occupent, les femmes dépendent de l'eau potable et de l'assainissement pour leur propre bien-être, celui de leur famille, de leur communauté et de la société. Leur incapacité à accéder à ces services et ressources les oblige à parcourir de plus longues distances, les pousse à adopter des stratégies d'adaptation précaires et les expose à davantage de risques. Dans le même temps, l'incapacité des femmes à "remplir leurs obligations de soins" se traduit souvent par des actes d'abus et de violence à leur encontre sous forme de mesures disciplinaires ou de réprimandes, ce qui contribue à ce que 1 à 3 femmes (filles) témoignent avoir subi une forme de violence liée au sexe ou une autre. UNWOMEN • Le changement climatique menace d'exacerber les inégalités entre les femmes et les hommes dans leur rapport à l'eau. Les effets du changement climatique sur les précipitations devraient provoquer des inondations et des sécheresses plus extrêmes, entraînant la pollution des ressources en eau douce et une plus grande pénurie d'eau. La "pauvreté en eau" touche de plus en plus les pays en développement et les pays riches, en raison de la pollution, de la surconsommation, etc. La BM et la nature • Les femmes et les groupes dont le régime foncier est précaire peuvent également être empêchés d'adopter des innovations, des infrastructures, etc. intelligentes sur le plan climatique. Au contraire, en raison des obstacles rencontrés, ils peuvent être contraints d'adopter des options risquées sur le plan climatique, ce qui peut entraîner des pertes de revenus/épargnes/bénéfices et de nouveaux risques. ODI • Les crises induites par le climat ont des répercussions disproportionnées sur l'agriculture, l'industrie manufacturière et les secteurs informels, où les femmes représentent entre 50 et 70 % de la main-d'œuvre. L'OIT 	<ul style="list-style-type: none"> • La pauvreté et la féménisation de la pauvreté ont un impact sur l'utilisation de l'eau. L'inégalité d'accès non seulement à l'eau, mais aussi à l'eau propre, exacerbe les risques de maladies, de pandémies et autres, avec un impact disproportionné sur les femmes et les autres groupes à risque. Global Citizen • La propriété foncière influence en fin de compte les décisions relatives à la gestion et à la distribution des revenus tirés des ressources existantes ou potentielles. Étant donné que les femmes possèdent moins de 10 % des terres disponibles dans le monde, leur pouvoir de décision en matière d'acquisition, d'utilisation et d'investissement des ressources clés est faible. Cela a un impact direct sur la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'insécurité des revenus et l'insécurité sociale. Les femmes d'origine ethnique ou autochtone, les femmes souffrant de handicaps différents et/ou les femmes célibataires ou veuves sont confrontées à des difficultés supplémentaires à cet égard. PNUE. • Les femmes ont tendance à être plus bipartisanes, dépassant les clivages politiques pour aborder des questions d'intérêt commun. L'augmentation de la représentation des femmes dans les parlements nationaux conduit à l'adoption de politiques plus strictes en matière de changement climatique, ce qui se traduit par une réduction des émissions. Au niveau local, la participation des femmes à la gestion des ressources naturelles est associée à une meilleure gouvernance des ressources et à de meilleurs résultats en matière de CCNUCC. • Les femmes ont davantage tendance à faire des choix de consommation plus durables, par exemple en mangeant moins de viande ou en montrant une préférence pour les aliments biologiques. Il est également prouvé que les femmes mettent davantage l'accent sur les changements de comportement et de mode de vie dans la lutte contre le changement climatique, et qu'elles sont plus ouvertes à ces changements, tandis que les hommes ont tendance à s'appuyer davantage sur des solutions technologiques. CCG 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel de notre engagement en faveur d'économies plus vertes, plus inclusives et plus durables. La représentation des femmes aux postes de direction et de gestion dans tous les secteurs et l'économie circulaire constituent un modèle inclusif et plus durable plus pour des emplois plus décents pour tous, des ressources et des revenus plus sûrs pour tous, des économies plus résilientes et des sociétés plus équitables pour tous.</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de nos programmes/projets, les femmes, les jeunes et les groupes non représentés ont accès à la terre et à d'autres biens/ressources lorsque la législation nationale le permet, par exemple les titres fonciers ; et lorsque la loi ne le permet pas, nous faciliterons leur "accès informel mais reconnu par les chefs de famille/de communauté, les autorités locales" tout en nous engageant dans un dialogue politique multipartite local/national avec d'autres parties prenantes pour le formaliser dans la loi. • L'éducation, l'emploi et la promotion des revenus, avec l'accès aux services pour les femmes, les jeunes, les migrants et les groupes non représentés, se concentrent sur les systèmes alimentaires intelligents sur le plan climatique, l'économie verte et les énergies renouvelables/alternatives, en tirant parti de l'économie circulaire dans différents secteurs. • Dans le cadre de nos programmes/projets, nous renforçons la coopération sur le changement climatique et la résilience avec les chambres de commerce, les associations d'entreprises, les associations de producteurs, les associations de consommateurs, les experts et les groupes de réflexion des secteurs du climat, de la santé et de la sécurité, en impliquant activement les femmes, les jeunes et les réseaux de groupes non représentés, afin d'améliorer la disponibilité des données et d'éclairer le dialogue politique pour des solutions plus durables et plus résilientes

- Investir dans les énergies renouvelables, dans la [transition énergétique verte](#), sont des mesures clés pour atténuer non seulement le changement climatique, mais aussi les [tensions/conflits géopolitiques liés à l'énergie](#) qui entraînent **des crises financières et des crises de migration/réfugiés** qui, à leur tour, ont un impact disproportionné sur les [femmes déplacées de force](#) et les groupes déjà vulnérables. Ainsi, si l'on parle de transition verte, on se préoccupe également d'une transition juste.
 - **80 % des personnes déplacées** par le changement climatique [sont des femmes](#). [AAH](#)
 - Jusqu'à récemment, la part des femmes dans les postes de direction ne représentait que 1 % et 6 % des employés techniques, 22 % de femmes au total dans le secteur de l'énergie fossile au niveau mondial. Toutefois, la part des [femmes dans l'industrie des énergies renouvelables a augmenté](#) au cours des dix dernières années et s'élève à environ 32 % en 2019. D'ici 2050, on estime que le nombre d'emplois dans le secteur des énergies propres s'élèvera à 29 millions dans le monde. [IKI](#)
 - Le modèle de [l'économie circulaire](#) peut être considéré comme un facilitateur et un outil pour atteindre plusieurs ODD. Comblant le fossé entre les hommes et les femmes n'est pas seulement juste, cela permet aussi d'accélérer la transition vers l'économie circulaire. Selon une étude réalisée en 2020, "les entreprises dont le conseil d'administration présente une plus grande diversité de genre sont 60 %, 39 % et 46 % plus susceptibles que les autres de réduire l'intensité de leur consommation d'énergie, de leurs émissions de gaz à effet de serre et de leur consommation d'eau, respectivement. Les entreprises présentant une plus grande diversité de genre au niveau de la direction ont réduit leurs émissions de CO2 d'environ 5 % de plus que les entreprises dont les dirigeants sont plus masculins. [BCE](#)
- 

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Pandémie</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • La crise a mis en évidence à quel point la société dépend des travailleurs de première ligne. Ces travailleurs paient doublement. Ils courent un risque accru de perte de revenus, lorsque leurs horaires sont réduits ou que leur emploi est supprimé, et d'infection lorsqu'ils continuent à travailler. <i>Ces travailleurs sont, de manière disproportionnée, jeunes, peu éduqués, migrants, issus de minorités ethniques et occupant des emplois mal rémunérés.</i> Les travailleurs de première ligne - qui ont continué à travailler sur leur lieu de travail et à proximité d'autres personnes pendant la pandémie - occupent souvent des emplois de moindre qualité. Pendant la crise, ils ont fait état d'une plus grande insécurité de l'emploi et d'une santé et d'un bien-être mental plus faibles. OCDE • Les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre mondiale dans le domaine de la santé et de l'aide sociale. On estime que les femmes fournissent des services de santé essentiels à environ 5 milliards de personnes dans le monde. La valeur financière de l'apport des femmes aux systèmes de santé est estimée à plus de 3 000 milliards de dollars par an. L'OMS • La pandémie a exacerbé les besoins existants en matière de soins, transformé les conditions du travail de soins rémunéré et non rémunéré et, en fin de compte, augmenté le volume du travail de soins non rémunéré des femmes, creusant les écarts entre les hommes et les femmes qui en découlent. CEPAL • La violence liée au sexe a augmenté globalement au cours de la pandémie de COVID-19 en raison du stress accru lié à la santé, aux revenus, au confinement, à l'isolement avec les agresseurs, aux restrictions de mouvement, aux zones publiques désertes, et donc à la réduction de la sécurité et de l'accès aux services connexes. LES FEMMES DES NATIONS UNIES • Au cours de la pandémie de COVID-19, le niveau d'adoption des recommandations de santé publique a considérablement varié d'une juridiction internationale à l'autre et d'un groupe culturel à l'autre. Ces variations ont contribué à la disparité des niveaux de risque associés à cette infection virale qui a changé la face du monde et ont mis en évidence le rôle potentiel de la culture dans l'attribution d'une signification et d'une importance aux comportements de protection personnelle. Les facteurs culturels que sont le collectivisme, la recherche d'informations, le symbolisme des masques et l'expérience antérieure du SRAS ou d'Ebola sont apparus comme des thèmes déterminants pour l'adoption rapide de comportements de protection individuelle. <i>Ces résultats ont des implications pour le développement de futures interventions et campagnes ciblant les comportements de protection personnelle dans le cas de futures pandémies.</i> Kantar 	<ul style="list-style-type: none"> • Un groupe à risque, qui n'est généralement pas associé à la vulnérabilité, est apparu dès les premiers stades de la pandémie : les MPME. <i>Les MPME formelles et informelles détenues par des migrants, des femmes, des jeunes, des micro-entreprises familiales, ont été confrontées à des difficultés d'accès au marché en raison des restrictions inter- et intra-nationales sur la circulation des personnes, des biens et des services.</i> Aujourd'hui, de nombreuses MPME sont sur le point de fermer leurs portes ou ont déjà été contraintes de le faire. Beaucoup de celles qui sont encore en activité restent très vulnérables. Les entreprises survivantes devront également faire face à un paysage commercial modifié à l'avenir, de nombreux modèles de vente, de distribution et de comportement des consommateurs ayant été altérés de manière substantielle et permanente. CNUCED • Les études montrent qu'en tant que personnel soignant de première ligne et en tant que femmes, la santé mentale, physique et sexuelle des femmes est affectée de manière disproportionnée, en partie à cause d'un accès plus difficile aux services, y compris à la protection contre les abus et la violence, qui augmentent pendant les crises, y compris les crises induites par le changement climatique. Relief Web • Les programmes de protection sociale peuvent renforcer les inégalités. Les programmes de protection sociale peuvent ne s'attaquer qu'aux résultats de l'exclusion, plutôt qu'à ses facteurs. Les transferts d'argent peuvent améliorer la capacité d'achat des personnes et leur permettre d'accéder aux services et aux opportunités. Cependant, les transferts peuvent ne pas s'attaquer aux causes profondes de la privation de revenus, qui peuvent être affectées par des facteurs structurels tels que l'absence de sécurité de la propriété foncière. GSDRC • Le contrat social entre l'État et le peuple, ainsi que les politiques et systèmes préexistants, aident à mieux gérer les pandémies et autres crises, y compris dans les pays plus autoritaires et plus démocratiques - la confiance et la légitimité des autorités sont essentielles. Carnegie; ISPI; Frontiers 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel de tous les plans d'urgence, des mesures de protection sociale et de sécurité sociale élaborées et/ou renforcées dans le cadre de nos interventions humanitaires et de développement qui relient les populations, les prestataires de services publics/privés et les autorités. Pour ce faire, nous tirons parti et améliorons les mesures informelles et formelles, locales et nationales de prévention, de protection, de réaction et de redressement pour plus d'efficacité et de résilience, tout en appliquant le principe "Ne pas nuire".</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le travail de soins non rémunéré, la violence sexiste (en ligne/hors ligne) et le bien-être psychosocial sont intégrés dans tous les plans d'urgence en tenant compte des normes culturelles et sexospécifiques qui peuvent avoir des effets négatifs sur le bien-être, la sécurité et la garantie des moyens de subsistance. • Des partenariats publics, privés et humains sont mis en place avant, pendant et après les pandémies afin d'élaborer des plans conjoints de protection et de sécurité sociale qui tiennent compte des personnes les plus exposées, notamment les femmes, les enfants et les jeunes, les migrants, les travailleurs informels, les personnes malades ou à mobilité réduite, les MPME locales (dirigées ou détenues par des femmes, des jeunes, des groupes non représentés ou sous-représentés, etc.) • Une coopération accrue avec les professionnels de la santé locaux publics/privés, les travailleurs sociaux, les météorologues, les services de sécurité, les médias (<i>accès à l'information mais aussi représentation "positive" des principales parties prenantes dans les médias</i>) et d'autres encore, facilite les liens avec les mesures locales/communautaires d'alerte précoce, de prévention et de réaction, et les renforce. Ainsi, nous renforçons les services communautaires tout en établissant des liens avec les services formels publics/privés : para-légaux, para-médicaux, para-sécurité (civile) en formant davantage de femmes, d'hommes, de jeunes et de groupes non représentés aux premiers secours, à la profession de sage-femme, à la médiation, à la protection/l'autodéfense, etc.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Réponse humanitaire</p> 	<ul style="list-style-type: none"> De nombreuses tendances humanitaires dépassent les frontières géographiques. Certaines se croisent, prêtes à porter un coup double, triple ou pire en 2023 à des personnes qui étaient probablement déjà vulnérables. Ces personnes vivent dans des endroits où la sécheresse a réduit à néant leurs moyens de subsistance, où les conflits ont ravagé les maisons, les écoles et les hôpitaux, et où des guerres lointaines ou des gouvernements chancelants plus près de chez eux ont entravé leur capacité à se nourrir et à nourrir leur famille. L'explosion de la dette publique : La richesse publique a considérablement diminué, contrairement à la richesse privée. Les gouvernements limitent les dépenses qui aident les communautés à résister aux crises - services sociaux, soins de santé, infrastructures plus sûres, récupération plus intelligente en cas de catastrophe - en les consacrant au remboursement de la dette. Les mesures d'austérité accentuent également les inégalités et touchent de manière disproportionnée les plus marginalisés. WID Dans les principaux contextes de conflit, les opérations de maintien de la paix sont confrontées à des crises de légitimité et de confiance, parce que les populations locales et/ou les États hôtes ont perdu confiance dans les missions de maintien de la paix des Nations unies, ce qui a ouvert la voie à la progression des rebelles, au déploiement de mercenaires ou à des vides sécuritaires. La crise climatique, la flambée des prix due à la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont poussé des millions de personnes à franchir les frontières pour échapper aux conflits, aux catastrophes, à la pauvreté et à la faim dans le monde. Dans le même temps, de nombreux pays ont fait preuve d'une volonté de plus en plus audacieuse d'éroder les protections accordées aux réfugiés et de violer les droits des migrants en situation irrégulière. Dans le monde entier, l'essor de l'activisme mené par les jeunes lève une partie du voile sur la dérive réactionnaire. Passionnés et férus d'informatique, empruntant des voies constitutionnelles pour se réformer, les jeunes ont eu un impact direct. La mobilisation de la génération Z, généralement axée sur des questions précises, marque également de son empreinte des campagnes mondiales plus vastes, allant du climat aux droits génésiques. Si l'activisme peut entraîner des changements positifs à plus long terme, les bouleversements peuvent, à plus court terme, déclencher divers problèmes tels que les répressions violentes, la faim et l'instabilité. <p>Le nouvel humanitaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Grand Bargain objectif du , qui consiste à consacrer 25 % des fonds humanitaires aux acteurs locaux et nationaux. Lorsque la volonté politique existe, les pays peuvent mobiliser une réponse humaine et digne aux déplacements massifs et aux migrations. La dette publique a explosé en raison de la pandémie de COVID-19, des turbulences géopolitiques et des catastrophes aggravées et rendues plus fréquentes par le changement climatique. Dans 100 des pays les plus touchés, la dette publique en pourcentage du PIB a augmenté de quelque 2 000 milliards de dollars entre 2019 et 2021, selon les chiffres de l'ONU. Le coût du remboursement des emprunts - largement détenus en devises étrangères - augmente également en raison des taux d'intérêt élevés. Les recommandations visant à améliorer les performances des soldats de la paix comprennent l'augmentation du nombre de femmes et le renforcement des mesures de prévention des fautes professionnelles. D'autres préconisent de se concentrer davantage sur les efforts de paix locaux, de recruter du personnel ayant une connaissance du contexte et de servir les communautés plutôt que les États hôtes. Alors que les difficultés liées à la pandémie ralentissent dans certaines parties du monde, l'incidence de la violence liée au sexe n'a pas nécessairement diminué, en particulier pour les femmes particulièrement vulnérables dans d'autres crises. Selon les recherches menées par CARE USA et ActionAid International, l'incapacité des donateurs et des organisations d'aide à financer le travail sur les VBG mené par les femmes au niveau local contredit les engagements de localisation du Grand Bargain, ainsi que les preuves que l'implication locale est particulièrement cruciale pour la prévention des VBG. Leur rapport de 2019 attribue cet échec persistant au patriarcat dans le système humanitaire, "avec des positions de pouvoir occupées principalement par des hommes, limitant l'espace pour les femmes et [les organisations dirigées par des femmes] à la fois au niveau local et international". La démocratie recule dans de nombreux pays et les régimes illibéraux se consolident. C'est une mauvaise nouvelle, étant donné la corrélation bien documentée entre les régimes autoritaires et les crises humanitaires. 	<p>Le GES est comprise et traitée comme essentielle pour ne pas nuire, dans la planification des stratégies d'atténuation, de réponse et de rétablissement. D'une part, les crises humanitaires sont reconnues comme exacerbant les inégalités, les vulnérabilités et les risques pour les femmes, les jeunes, les migrants, les personnes déplacées/réfugiées et les groupes non représentés. D'autre part, les crises peuvent être exploitées comme des opportunités potentielles de transformation sociale et de genre afin de sensibiliser et d'intervenir sur les inégalités et les injustices sociales et de genre.</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous disposons des ressources, des capacités et des instruments nécessaires pour impliquer activement les femmes, les jeunes et les groupes non représentés dans notre analyse rapide et continue de la situation et dans nos interventions : atténuation, protection, abri, réponse, distribution, stockage, etc. Des espaces sûrs sont disponibles pour les femmes, les jeunes (filles/garçons séparément et ensemble) et les groupes sous-représentés, où ils peuvent chercher une protection si nécessaire, ou un soutien psychosocial par des pairs et/ou des professionnels, et s'engager dans des activités qui contribuent à leur bien-être individuel et à la cohésion sociale globale (absorption du stress/traumatisme/choc) : jeux familiaux, activités interculturelles/intergénérationnelles, arts, bibliothèques mobiles/alphabetisation (lecture, écriture, calcul, alphabetisation numérique et financière), sports/jeux, loisirs/théâtre/musique/chant, développement des compétences (douces (communication non violente ; médiation ;) et techniques (menuiserie ; coiffure/barberie), etc. Tout en donnant la priorité à la satisfaction des besoins de base, nous investissons dans la sauvegarde et la restauration de la dignité, de l'autosuffisance, de l'autodétermination et du sens de l'objectif en ciblant et en mettant en réseau les femmes et les jeunes, en engageant les hommes et en impliquant les groupes non représentés ou sous-représentés par le biais d'activités liées à la sécurité alimentaire et au revenu, et à l'engagement civique.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Migration</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • 1,2 milliard de personnes pourraient être déplacées dans le monde d'ici à 2050 en raison du changement climatique et des catastrophes naturelles. Le Pakistan est le pays qui compte le plus grand nombre de personnes menacées de déplacements massifs, suivi de l'Éthiopie et de l'Iran. C'est en Amérique centrale qu'Haïti est le plus menacé. Dans ces pays, les menaces écologiques et les catastrophes naturelles, même minimales, pourraient entraîner des déplacements massifs de population, affectant ainsi la sécurité régionale et mondiale. • Les migrants peuvent eux-mêmes contribuer aux inégalités globales de revenus dans les pays où ils s'installent. Il existe également de grandes inégalités entre les migrants. • De plus en plus de femmes migrent de manière indépendante pour le travail, l'éducation et en tant que chefs de famille. Les femmes migrantes représentent un peu moins de la moitié, 135 millions, soit 48,1 %, de la population mondiale des migrants. • Le genre est au cœur de toute discussion sur les causes et les conséquences de la migration, qu'elle soit forcée, volontaire ou entre les deux. Le genre influence les raisons de migrer, qui migre et vers où, comment les gens migrent et les réseaux qu'ils utilisent, les opportunités et les ressources disponibles dans les destinations, et les relations avec le pays d'origine. Les risques, les vulnérabilités et les besoins sont également déterminés en grande partie par le sexe de la personne, et varient souvent considérablement d'un groupe à l'autre. Les rôles, les attentes, les relations et la dynamique du pouvoir associés au fait d'être un homme, une femme, un garçon ou une fille, et au fait de s'identifier comme lesbienne, gay, bisexuel, transgenre et/ou intersexe (LGBTI), affectent de manière significative tous les aspects du processus de migration, et peuvent également être affectés de manière nouvelle par la migration. OIM • Le département d'État américain (2019) dénombre quelque 80 pays où les actes consensuels entre personnes de même sexe sont criminalisés et souligne la nécessité d'une protection spéciale. Les adultes et les enfants LGBTQ sont souvent confrontés à la même discrimination que celle qu'ils fuient dans leur pays d'origine pendant leur voyage et à leur arrivée. Des recherches ont montré que les enfants s'identifiant comme LGBTQ sont souvent confrontés à la discrimination ou au rejet pur et simple des soins dans les pays de destination, tandis que d'autres sont moins enclins à rechercher un soutien médical par crainte de la discrimination, ce qui perpétue une spirale de détérioration de l'état de santé, qui peut conduire à l'impossibilité d'aller à l'école et ainsi de suite. UNICEF 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que la plupart des personnes déplacées ou migrant en raison des effets du climat restent dans leur pays d'origine, la tendance à l'accélération des déplacements mondiaux liés aux effets du climat augmente également les mouvements transfrontaliers, en particulier lorsque le changement climatique interagit avec les conflits et la violence. ReliefWeb • Les flux mondiaux de transferts de fonds sont importants - environ 702 milliards d'USD transférés dans le monde par les migrants et la diaspora - et éclipsent les types traditionnels de financement du développement et peuvent être plus stables. Malgré les prédictions d'une forte baisse des transferts de fonds internationaux en raison de la pandémie de COVID-19, 2020 n'a connu qu'une légère baisse (2,4 %) par rapport au total mondial de 2019. OIM • Les migrants sont souvent confrontés à un décalage entre leurs compétences ou leurs qualifications et le rendement de ces compétences. Les migrants (en particulier les plus récents) ont tendance à avoir des niveaux de qualification élevés, mais beaucoup d'entre eux occupent des emplois qui requièrent des niveaux de qualification beaucoup plus faibles. • Xénophobie : la recherche suggère que la xénophobie et le racisme peuvent être une force motrice de l'exploitation, de la violence et des abus à l'encontre des migrants adultes et enfants. OIM • Citoyenneté, développement humain et voies/corridors de migration : les ressortissants des pays dont le niveau de développement humain est très élevé peuvent se rendre sans visa dans environ 85 % de tous les autres pays du monde. Ces pays sont également des pays de destination privilégiés. Toutefois, les restrictions en matière de visas imposées aux pays dont le niveau de développement humain est très faible indiquent que les voies de migration régulières sont problématiques. Les voies irrégulières sont probablement les plus réalistes (si ce n'est les seules). OIM • Les populations nées à l'étranger représentent 20 % ou plus des résidents urbains dans les principales villes de destination accueillant des migrants internationaux. OIM 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel pour atténuer ou répondre à la migration forcée ou pour soutenir une migration choisie informée, plus sûre et plus bénéfique, qu'elle soit interne ou transfrontalière. Nous sommes conscients des dimensions GES qui rendent certains groupes plus vulnérables ou exacerbent les vulnérabilités existantes, qu'il s'agisse du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation, de l'éducation, de l'ethnicité, de la religion, de l'identité, de la langue, de la localisation, du fait d'être non accompagné/accompagné, etc. Nous comprenons que ces différences n'existent pas seulement entre les groupes, mais aussi à l'intérieur des groupes. Ces différences peuvent façonner et influencer les dynamiques inter-intra-groupes, les relations de pouvoir, etc. Par conséquent, nous ne supposons pas que les groupes sont homogènes et nous ne les traitons pas comme tels.</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de nos programmes/projets, quel que soit le contexte, nous investissons dans l'équité sociale (services, compétences de base, avancées et transférables, emplois décents et revenus mieux gérés) ainsi que dans la cohésion sociale (relations intergénérationnelles, interculturelles et entre les sexes) dans le cadre de nos stratégies visant à atténuer la fuite des cerveaux des femmes et des jeunes, ainsi que le départ/l'accueil des tensions inter-intra-communautaires. • Nous investissons dans l'éducation et l'inclusion financières et numériques inclusives, sûres et responsables, en ciblant les femmes/filles, en engageant les hommes/garçons et en impliquant les familles et les groupes non représentés/sous-représentés, en tenant compte des normes, des clivages et des risques liés au genre et à la culture : ne pas nuire. • Nous sensibilisons aux droits (de l'homme, de la femme, de l'enfant, du travail, des migrants, etc.), aux avantages, aux risques et aux services parmi les migrants potentiels et existants qui partent, en transit et dans les communautés de destination/d'accueil. Nous tirons parti de la culture et coopérons avec les médias pour une représentation positive du genre, de l'identité, des migrants et des communautés d'accueil

- **Les enfants migrants, âgés de 19 ans et moins, représentaient 14,6 % et les jeunes migrants, âgés de 15 à 24 ans, 11,3 % du total des migrants. Les enfants et les jeunes migrants non accompagnés et sans papiers** peuvent se tourner vers le travail irrégulier et la criminalité pour obtenir de l'argent afin de subvenir aux besoins de leur famille ou de poursuivre leur voyage, ce qui accroît leur vulnérabilité face à l'exploitation. En outre, les vulnérabilités peuvent changer au fur et à mesure que les enfants se déplacent dans différents pays et régions. Cela crée souvent une **chaîne de vulnérabilités supplémentaires** telles que le manque de scolarisation, une vie dans la rue et des affiliations avec des réseaux criminels qui peuvent être difficiles à briser.
- **Le sexe est tout aussi important pour façonner les vulnérabilités propres aux enfants. Les filles et les jeunes femmes** sont généralement confrontées à des **abus sexuels ou à d'autres formes d'exploitation et en** sont davantage victimes, comme le montre la recherche sur la traite des êtres humains. Les garçons et les hommes sont également vulnérables à la traite. **65 % des cas détectés de traite à des fins de travail forcé concernaient des garçons (10 %) et des hommes (55 %).** OIM
- **L'éducation et l'emploi sont essentiels et peuvent servir d'espaces sûrs** et réduire la probabilité de violence liée au sexe, de traite, de radicalisation, d'extrémisme violent, de criminalisation, de recrutement par des gangs urbains ou des groupes armés, etc.
- **La vulnérabilité est de plus en plus reconnue par la Cour européenne des droits de l'homme** comme un critère pertinent pour accorder une protection internationale aux migrants.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
Urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Un environnement urbain respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes peut remédier aux inégalités et favoriser une croissance économique équitable. • Les villes sont le théâtre d'une série d'injustices croisées, comme celles qui touchent les quartiers informels et les lieux de travail des travailleurs informels. Tous deux sont extrêmement vulnérables, et le genre, l'âge, la sexualité, ainsi que d'autres facteurs, exacerbent cette vulnérabilité. CitiesAlliance • La mobilité est essentielle pour lutter contre l'exclusion et les inégalités. L'inaccessibilité des transports publics, des espaces et des services, due à des problèmes de sécurité, d'accessibilité ou au coût prohibitif de ces services, peut à son tour affecter les opportunités économiques et éducatives ainsi que l'accès à des services essentiels tels que la santé, la prise de décision politique ainsi que la participation communautaire et publique, ce qui aggrave les disparités et les fractures sociales et entre les hommes et les femmes. https://www.urbanagendaplatform.org/women • D'ici 2050, 7 personnes sur 10 seront des citadins, ce qui représente la première fois dans l'histoire que la majeure partie de la population mondiale sera urbaine. La proportion de femmes au sein de la population urbaine est globalement plus élevée et les ménages dirigés par des femmes se concentrent dans les centres urbains. En outre, la population rajeunit et les femmes et les jeunes continueront à représenter la majorité des personnes vivant dans la pauvreté et disposant d'un contrôle limité sur leurs biens. Des villes sûres et productives pour tous - le nouvel agenda urbain, Habitat III • Les villes contribuent également de manière importante au changement climatique, puisqu'elles sont responsables d'environ 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (PNUE). Les zones urbaines génèrent également des quantités considérables de déchets, dont une grande partie reste mal gérée et devient dangereuse pour la santé des personnes et des écosystèmes. La pollution de l'air, responsable de 9 % des décès dans le monde et de nombreux problèmes de santé (Ritchie & Roser, 2017), est également un problème particulièrement aigu dans les villes, en raison des modes de transport et de production. • Environ un tiers de la population mondiale vit dans des villes exposées à des risques de cyclones, d'inondations, de sécheresses, de tremblements de terre, de glissements de terrain ou d'éruptions volcaniques (UN DESA, 2018). Le changement climatique exacerbe encore ces risques avec des inondations, des sécheresses, une élévation du niveau de la mer, des vagues de chaleur, des glissements de terrain et des tempêtes plus fréquents et plus intenses (OMM, 2021). 	<ul style="list-style-type: none"> • Des villes et des communautés plus vertes et plus durables sont en partie définies par leur degré de genre, d'inclusion et d'équité dans les espaces et les affaires sociales, culturelles, économiques et publiques/politiques de tous les jours. Les villes et les communautés qui sont plus inclusives et cohésives sur le plan social sont souvent aussi plus performantes sur le plan économique, car elles sont plus stables, plus sûres et donc moins vulnérables à la pauvreté, à la criminalité, à la violence, aux conflits, aux crises et à d'autres facteurs perturbateurs, y compris le changement climatique. CAP, GCC & W4C • Outre les contraintes liées aux revenus et à l'accessibilité des denrées alimentaires, les citadins pauvres ont généralement moins accès à la protection sociale formelle et informelle, telle que les programmes de transfert d'argent ou de denrées alimentaires, et manquent souvent du soutien financier ou alimentaire potentiel des réseaux familiaux étendus, des amis informels ou des groupes de voisins, en particulier dans les environnements urbains peu sûrs et à forte criminalité. En règle générale, si les zones urbaines offrent davantage de services, la dépendance excessive à l'égard de ces services, lorsqu'ils sont interrompus en raison d'une crise, rend les citadins plus vulnérables, en particulier les plus pauvres d'entre eux. La culture urbaine tend à être plus individualiste que la culture rurale, qui peut disposer de moins de services et donc, dans une certaine mesure, de moins de dépendances externes et d'une plus grande solidarité communautaire en temps de crise. Données globales provenant de 100 pays. • Les effets du changement climatique sont pires dans les communautés pauvres et à faibles revenus, en partie parce que beaucoup d'entre elles vivent en marge de la société, dans des établissements informels, des structures instables et dans des zones plus exposées aux inondations, aux glissements de terrain et aux tremblements de terre, mais aussi en raison de capacités et de ressources inadéquates et d'un accès réduit aux systèmes d'intervention d'urgence. Cette situation est encore plus prononcée dans les villes des pays en développement. LES NATIONS UNIES • Pendant la pandémie, les zones périurbaines et rurales ont connu un afflux de citadins, que ce soit en raison d'un chômage ou d'une perte d'emploi, de préférences personnelles en matière de sécurité ou d'obligations familiales. Les stratégies d'adaptation urbaines-rurales, les dynamiques culturelles et les synergies en temps de crise méritent d'être prises en compte dans le cadre des plans d'urgence urbains (ruraux). OCDE 	<p>L'GESest compris et traité comme un élément essentiel de la mobilité rurale-urbaine et de l'établissement, en reconnaissant que les vulnérabilités et les inégalités sociales et de genre ne sont pas seulement transférables, mais que de nouvelles peuvent être créées.</p> <p>L'urbanisation ne doit pas exclure les zones périurbaines ou même rurales.</p> <p>Une approche plus territoriale, et donc interconnectée et inclusive, peut aider un plus grand nombre de personnes non seulement à bénéficier de plus d'espace, de services et d'opportunités, aussi à contribuer davantage, en envisageant des options plus écologiques pour les personnes, l'économie et l'environnement.</p> <p><i>(lien avec la migration, l'économie circulaire, le changement climatique, etc.)</i></p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous soutenons une planification et une budgétisation urbaines et territoriales participatives, inclusives, socialement et écologiquement responsables. • Nous intégrons et investissons dans la sensibilisation, le changement et la gestion des comportements en matière de déchets/pollution, d'énergie et d'autres consommations, en mobilisant les femmes, les jeunes, les écoles, les comités/centres communautaires, etc. dans nos contextes ruraux, périurbains et urbains. • Nous encourageons les jardins familiaux, les jardins scolaires, les jardins des cliniques et des hôpitaux, les jardins verticaux et les jardins sur les toits, ainsi que les jardins publics, afin d'accroître la disponibilité des aliments locaux et de rendre les communautés plus vertes, en tenant compte des options respectueuses de l'environnement et de l'homme (bio/naturel), de l'accès, des coûts, de l'entretien, de la , dans nos contextes ruraux, péri-urbains et urbains. • Nous intégrons systématiquement, dans le cadre des plans d'urgence de tous nos projets, des mesures de gestion des risques à l'échelle de la communauté, mobilisant les femmes, les jeunes et les groupes non représentés, en coopération avec les écoles locales, les centres religieux et communautaires, les centres de santé, la police, les services d'urgence, etc. dans nos contextes ruraux, périurbains et urbains.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Géographie de la pauvreté</p> 	<ul style="list-style-type: none"> En 2021, on estime que 698 millions de personnes, soit 9 % de la population mondiale, vivent dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour. Plus d'un cinquième de la population mondiale (1 803 millions de personnes) vit en dessous du seuil de pauvreté supérieur de 3,20 dollars, et plus des deux cinquièmes (3 293 millions de personnes) vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. DEVINIT Les femmes représentent 50 % des personnes en situation de pauvreté. Les femmes appartenant à des groupes minoritaires, LGBTQI, vivant avec un handicap ou une maladie, veuves ou chefs de famille monoparentale, vivant en milieu rural, peu ou pas éduquées et/ou qualifiées, etc. sont encore plus susceptibles d'être pauvres, de le devenir ou de tomber dans l'extrême pauvreté. BM. Les jeunes représentent 24 % de l'ensemble des travailleurs pauvres. ONU 1 enfant sur 6 vivait dans l'extrême pauvreté et 50% de l'extrême pauvreté mondiale sont des enfants même avant le COVID-19, principalement en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud. BM Les taux de chômage des femmes sont de 50 à 100 % supérieurs à ceux des hommes, et 65 à 90 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes, ce qui, ajouté aux écarts de rémunération persistants, se traduit par des pertes de PIB mondial d'environ 160 billions d'euros. Dans les pays en développement, on estime que 2/3 des jeunes ne réalisent pas leur potentiel économique. 2 pays sur 3 ne consultent pas les jeunes dans le cadre du processus d'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté ou des plans de développement nationaux. LES NATIONS UNIES Les pays et/ou régions de pays qui sont riches en ressources naturelles, mais qui souffrent de déficits en matière de bonne gouvernance et de politiques inclusives, ont tendance à souffrir d'inégalités, de pauvreté, de faim et de déplacements, en particulier parmi les groupes qui dépendent ou résident dans les zones riches en ressources naturelles (rurales, isolées, etc.) parce que leur principal moyen de subsistance est compromis et qu'il n'existe que peu ou pas d'autres solutions. MIT D'ici 2025, la pauvreté absolue sera concentrée dans les pays à faible revenu. Cependant, le nombre de pauvres augmente dans les États "fragiles". Economist 	<ul style="list-style-type: none"> On estime que 68 à 135 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté d'ici 2030 à cause du changement climatique. Cela a un impact direct sur les opportunités économiques inclusives et la croissance, en particulier pour les femmes qui représentent déjà 50 % des personnes pauvres. En cas de choc, de crise ou de catastrophe, les femmes sont souvent les premières à dépenser leurs revenus ou à les perdre pour s'occuper de leur famille. OIT Depuis la pandémie, l'autonomisation économique des femmes et les progrès en matière de réduction des inégalités et de la pauvreté ont régressé en raison des pertes d'emploi et de revenus des femmes et d'autres groupes, des restrictions de mouvement et de l'augmentation des tâches de soins. Le travail de soins non rémunéré contribue à hauteur de 9 % à l'augmentation du PIB, tandis que la violence liée au sexe coûte 3 % des pertes de PIB, dans les deux cas, voire plus, selon le pays. APEC D'ici 2025, le changement climatique sera un facteur contribuant à empêcher au moins 12,5 millions de filles par an d'achever leur éducation. D'autres rapports montrent également que les femmes éduquées ont de meilleures stratégies d'adaptation à la pauvreté et de meilleurs taux de survie en cas de choc, de crise ou de catastrophe. L'inégalité des revenus s'accroît, parallèlement à l'augmentation de la fragilité. L'inégalité des revenus entre les pays reste importante, mais les tendances montrent une augmentation des inégalités à l'intérieur des pays. La crise y contribue : les pauvres s'appauvrissent et les riches restent riches ou s'enrichissent en comparaison. WID La majorité des pays en développement auront encore au moins une région où l'extrême pauvreté risque de persister en 2030. Ces régions présentent une combinaison de caractéristiques qui rendent le développement difficile : faible aptitude à l'agriculture, forte charge de maladies transmissibles, risque élevé de catastrophes naturelles, stress hydrique et autres facteurs géographiques. Il s'agit généralement de régions éloignées des zones urbaines où se concentrent les opportunités économiques. Ces points chauds de la pauvreté représentent un sérieux défi pour les objectifs de développement durable "ne laisser personne de côté". Brookings 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel pour rompre les cycles de pauvreté actuels et atténuer la nouvelle pauvreté parmi les personnes à risque. Cela nécessite une stratégie multidimensionnelle, qui préconise et exige au minimum que davantage de femmes occupent des postes de direction, soient représentées, bénéficient de services et soient protégées. Les femmes sont le principal point d'entrée pour égaliser le pouvoir et redistribuer les bénéfices, pour influencer et transformer les inégalités sociales grâce à un leadership, une représentation, une prise de décision et une élaboration des politiques plus inclusifs.</p> <p><i>(Ce qui précède ne suppose ni n'implique que les femmes constituent à elles seules la solution miracle, mais, d'après les données disponibles, l'écart persistant et endémique entre les hommes et les femmes à l'échelle mondiale constitue un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté, à l'inclusion sociale, à la cohésion, à l'équité et à la sécurité. C'est pourquoi il est fondamental pour l'équité sociale d'impliquer des femmes d'âges, d'ethnies, de cultures, de milieux sociaux et de niveaux d'éducation différents. L'égalité des sexes et l'équité sociale ne s'excluent pas l'une l'autre ; au contraire, l'équité sociale semble dépendre de l'égalité des sexes pour être réalisable.)</i></p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système :</p> <ul style="list-style-type: none"> Reconnaître, valoriser et intégrer le travail de soins non rémunéré dans toutes les conceptions de projet et la GCP, en ciblant les femmes/filles, en faisant participer les hommes/garçons et en impliquant les membres influents de la famille/communauté. Par exemple, les normes et les droits en matière de genre Inclure les femmes, les filles et les jeunes dans toutes les initiatives d'inclusion numérique et financière, en développant leurs capacités à gérer en toute sécurité et de manière responsable. Intégrer le développement de compétences transférables et de plans d'urgence dans tous les projets relatifs à l'éducation, aux revenus, à la valeur ajoutée et à la chaîne de commercialisation, en ciblant les femmes/filles, en faisant participer les hommes/garçons et en impliquant les membres influents de la famille/de la communauté et les groupes non représentés. Cibler les femmes, impliquer les hommes et faire participer les membres influents de la famille/de la communauté et les groupes non représentés dans le cadre de notre soutien aux processus de leadership et de prise de décision inclusifs, y compris les comités de développement communautaire, les comités d'éducation ou de santé communautaires, les comités de médiation/sécurité communautaires, les comités de gestion des risques de catastrophes communautaires, etc.

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Transformation numérique ICT4D</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La numérisation n'est pas neutre du point de vue du genre. Les normes sociales et de genre et les stéréotypes de genre profondément enracinés empêchent les femmes et les filles d'exploiter la myriade de possibilités offertes par les technologies numériques à des fins d'avancement personnel et professionnel. La violence sexiste facilitée par la technologie est un phénomène croissant, exacerbé par l'utilisation généralisée des médias sociaux et des plateformes numériques, tout comme le ciblage des adolescentes, des femmes LGBTQI, des femmes en politique, de la société civile et des droits de l'homme. Une étude menée dans 50 pays sur tous les continents a montré qu'entre 74% (Europe) et 98% (MENA) des utilisateurs en ligne ont été exposés à une forme ou une autre de violence en ligne. Les femmes sont encore rares parmi les décideurs dans la sphère de la numérisation. PNUD • Les migrants recherchent des informations en ligne, les gouvernements explorent de nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle (IA), pour gérer les migrations plus efficacement et les experts se plongent dans de nouvelles sources de données pour comprendre les processus migratoires et l'avenir des migrations. L'innovation numérique peut être source d'opportunités et de risques pour les liens sociaux et la cohésion entre les migrants et les communautés d'accueil. La numérisation offre de nouvelles opportunités mais soulève également de nouvelles questions sur la protection des données, la vie privée et l'éthique. Les défis et les opportunités pour les migrants et la migration au cours du COVID-19, soulignent la nécessité d'intégrer les droits de l'homme tout au long des étapes de conception et de développement, en tenant compte de l'inclusivité et de la transparence et nécessite une analyse des risques systémiques pour les régimes de migration et de mobilité UN MDPI • Aujourd'hui, la numérisation imprègne tous les aspects de notre vie économique, politique et sociale. Les entrepreneurs peuvent tirer parti des technologies numériques pour développer leurs activités, les citoyens peuvent utiliser l'internet mobile et les appareils numériques pour participer aux consultations et aux processus démocratiques, les migrants peuvent utiliser les opérateurs de téléphonie mobile pour envoyer des fonds dans leur pays d'origine, les personnes âgées et les personnes handicapées peuvent accéder plus facilement aux services de télémédecine, et les travailleurs peuvent bénéficier de modalités de travail flexibles et de possibilités de télétravail pour équilibrer leur vie privée et leur vie publique. • La numérisation fait partie du problème et de la solution à l'esclavage moderne. Elle exacerbe l'esclavage moderne, par exemple les conditions de travail inhumaines dans les mines et les usines qui se procurent et produisent des technologies numériques, tout en utilisant la numérisation pour recruter illégalement, préparer, trafiquer et ensuite contrôler les travailleurs. Mais si elle est utilisée de manière responsable, elle peut perturber et réduire, prévenir et identifier les crimes, et fournir des mécanismes de recours aux victimes/survivants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de filles/femmes choisissent d'étudier les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), un domaine essentiel pour réussir dans l'économie verte. Leur éducation et leur participation dans ces domaines peuvent stimuler l'innovation dans les technologies et l'industrie vertes. Cependant, les obstacles persistants à l'éducation dans les STEM et, par conséquent, à l'emploi dans ces domaines, sont susceptibles de contribuer à des gains de PIB manqués de 610 à 820 milliards d'euros. • La numérisation n'est pas neutre en termes de carbone. Le lien entre le vert et le numérique : Une opportunité ou un défi ? Les deux. L'innovation numérique crée de nouvelles possibilités d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci, mais elle augmente l'empreinte carbone du secteur des TIC. Il est également urgent d'écologiser le secteur des TIC lui-même. La transformation numérique rapide génère une demande croissante de réseaux, de centres de données, de puissance de calcul, d'analyses et d'applications basées sur les données. La fabrication d'appareils, de réseaux de télécommunications et de centres de données est celle qui contribue le plus aux émissions de gaz à effet de serre. • Numérisation, migration et avenir du travail La numérisation a également entraîné des changements importants dans le domaine de l'emploi. Les professions qualifiées sont désormais beaucoup plus accessibles à l'échelle mondiale, mais aussi plus temporaires et compartimentées par nature. Les travailleurs peuvent participer à l'économie numérique à tout moment et en tout lieu. Alors que la migration a longtemps été considérée comme le déplacement physique d'êtres humains d'un endroit à un autre, nous assistons aujourd'hui à une forme de migration virtuelle de la main-d'œuvre. Le travail traverse les frontières nationales grâce aux flux de capitaux, de main-d'œuvre et d'informations en ligne. Institut Lowy • En fournissant une infrastructure numérique (verte) pour leurs transactions avec les entreprises, les gouvernements peuvent stimuler la numérisation des entreprises elles-mêmes ; l'accès à des services numériques bien conçus et conviviaux pour les citoyens peut contribuer à renforcer les compétences numériques de la population ; et la collaboration public-privé peut déboucher sur de nouvelles solutions numériques innovantes au service des citoyens et des clients. FI • Les gouvernements adoptent la numérisation pour s'engager plus profondément avec les citoyens, pour améliorer l'accès des gens aux services publics, pour améliorer leur responsabilité et gagner la confiance en s'orientant vers des systèmes collaboratifs et en remodelant la façon dont ils s'engagent avec les citoyens et les entreprises. Cependant, comme les gouvernements collectent davantage de données et d'informations sur les citoyens par le biais de plateformes numériques, ils ont la responsabilité de bien utiliser ces données et de les sécuriser. FI Il est donc essentiel d'exploiter et d'influencer les normes qui tiennent compte de l'égalité entre les hommes et les femmes. CEE-ONU 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel de la numérisation et des outils numériques envisagés ou développés dans le cadre de nos programmes et projets, tout en reconnaissant que si ceux-ci sont extrêmement prometteurs en tant qu'outils clés de l'autonomisation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, la numérisation et les soi-disant "solutions numériques" peuvent devenir des "préjudices numériques" qui mettent gravement en péril leur sécurité et leurs droits.</p>	<p>HELVETAS, en collaboration avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les acteurs du système, veillera à ce que</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les utilisateurs finaux de tous les outils numériques prévus/planiés sont impliqués de manière significative depuis la conception et le test/pilotage jusqu'à l'évaluation, par exemple en décidant si l'outil numérique est réellement la solution ou non ; et dans le cas où un outil numérique est développé, en le contrôlant et en l'évaluant conjointement, en appliquant l'approche "ne pas nuire/ do no harm" tout au long de la GCP. • Aucun outil numérique n'est développé ou mis en œuvre sans les ressources et les capacités nécessaires pour former les partenaires clés, les fournisseurs de services publics/privés et les utilisateurs finaux aux droits numériques, à la littératie, à la sécurité et à la responsabilité. • Les fractures sociales et de genre (culturelles, économiques, éducatives, politiques) sont prises en compte pour atténuer les fractures et les dommages numériques. Par exemple, les normes de genre, la discrimination sociale, la violence fondée sur le genre (en ligne/hors ligne), l'exclusion financière, la sous-représentation dans des secteurs clés tels que les STIM, etc <p><i>(L'inclusion numérique, les fractures et les préjudices sont étroitement liés à l'inclusion financière, aux fractures et aux préjudices, par exemple les services bancaires mobiles, les envois de fonds, la microfinance : éviter l'endettement, les jeux d'argent, les escroqueries en ligne, la fraude, la corruption, la violence économique...)</i></p>

Sujet	Analyse GES	Lien entre le GES et d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Notre travail en CH</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • La stratégie de coopération internationale de la Suisse se concentre sur <ol style="list-style-type: none"> 1. créer des emplois locaux décents 2. lutter contre le changement climatique 3. réduire les causes des forcées et irrégulières 4. promouvoir la paix et l'état de droit • La stratégie d'aide humanitaire se concentre sur <ol style="list-style-type: none"> 1. Protéger la population civile 2. Réduction des risques de catastrophes 3. Eau et assainissement 4. Violence fondée sur le sexe • L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) coordonne et contribue à la politique étrangère de en matière d'environnement la Suisse . Le Réseau Environnement de Genève (GEN), soutenu par la Suisse, est un centre important de la gouvernance mondiale de l'environnement, qui s'engage notamment dans le Mécanisme de sécurité climatique (MSC) de l'ONU. En tant que membre du Fonds vert pour le climat, la Suisse contribue au financement de la protection du climat et veille à ce que les besoins des personnes les plus touchées par le changement climatique soient pris en compte. Dans le cadre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (SFDRR) et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Suisse s'est engagée à mobiliser des fonds publics et privés à cette fin, reconnaissant la force des synergies existantes pour atténuer le changement climatique et l'impact des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques et au climat. La Suisse jouit d'une grande crédibilité dans ce domaine en raison de son approche prudente et durable de son propre environnement. • Les droits, l'autonomisation et la protection des femmes, des filles et des femmes sont engagés, entre autres, dans la ratification par la Suisse de la Convention contre toutes les formes de discrimination CEDAW à l'égard des femmes (), dans sa Stratégie 2030 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et dans son adhésion à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. • La Suisse est un membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et la coopération avec les Nations unies et d'autres organisations multilatérales fait partie de son travail principal, au-delà du Conseil de sécurité des Nations unies. 	<ul style="list-style-type: none"> • La DDC a lancé une série de programmes thématiques globaux et s'est engagée dans un dialogue politique international afin de relever les défis mondiaux et de promouvoir des politiques et des stratégies globales qui favorisent un développement inclusif et durable. Le changement climatique, les crises alimentaires, hydriques et sanitaires ainsi que les migrations affectent de plus en plus les perspectives de développement des pays à faible et moyen revenu et la stabilité des pays développés. Ces crises mondiales exacerbent, chacune et ensemble, les inégalités, l'insécurité, l'instabilité et la fragilité. • La politique de la DDC en matière de genre définit l'intégration de la dimension de genre comme le principal instrument de mise en œuvre de la politique. L'intégration de la dimension de genre signifie que toute action proposée est examinée au regard de ses implications pour les femmes et les hommes. Elle vise à promouvoir l'égalité des sexes dans tous les domaines, tels que la santé, l'éducation, l'emploi et les revenus, pour n'en citer que quelques-uns. En outre, la DDC contribue à assurer le respect des droits des femmes et des filles et à intégrer une perspective de genre dans toutes les activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Le travail de la DDC sur le genre dans les conflits et la fragilité contribue à la mise en œuvre du Plan d'action national suisse 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. • La nouvelle structure de la DDC adaptée aux besoins, rapproche l'aide humanitaire et le développement. La nouvelle section PGE, qui couvre la paix (fragilité, conflits et droits de l'homme), la gouvernance, le genre et l'égalité sociale, en est un exemple (Helvetas fait partie d'un mandat de backstopping qui se termine en avril 2027). • Les membres de l'équipe HELVETAS sont des accompagnateurs et/ou des membres actifs des réseaux des sections de la DDC qui se concentrent sur l'économie et l'éducation, le climat, les catastrophes naturelles et l'environnement, les migrations et les déplacements forcés, et l'eau. • membres de l'équipe d'HELVETAS VIC font partie des groupes de travail du KOFF/Swisspeace sur la promotion de la paix et sur les femmes, la paix et la sécurité (financés par la DDC), ainsi que des consultations et des rapports du Bureau fédéral suisse à la Commission de la condition de la femme (CSW) en Suisse. • HELVETAS dispose d'une expérience croissante dans le domaine des instruments des droits de l'homme, y compris la CEDAW et l'EPU. • Considérant également l'engagement et les programmes bien établis de la Suisse/DDC avec le secteur privé, en collaboration avec le SECO, ainsi que les engagements en matière de droits de l'homme. Par exemple, les entreprises et les droits de l'homme; et le fait que le secteur privé est essentiel à la réalisation du développement durable parce qu'il peut être à la fois une partie du problème et une partie de la solution, par exemple les conflits liés aux ressources, les émissions, l'économie circulaire, les femmes chefs d'entreprise, l'emploi décent, l'inclusion numérique et financière, etc. 	<p>Le GES est compris et traité comme un élément essentiel de notre travail en Suisse, tout en reconnaissant qu'il est lié à notre travail à l'étranger, de sorte que les deux s'informent et peuvent se renforcer mutuellement.</p> <p>Si les contextes sont différents, les causes profondes de l'inégalité entre les sexes et de l'inégalité sociale restent très similaires et omniprésentes, tant en Suisse qu'à l'étranger.</p> <p>Reconnaître que la réalisation de le GES est également un défi en Suisse contribue à la légitimité et à la réputation d'HELVETAS en matière d'ESG, en joignant le geste à la parole et en abordant les inégalités endémiques de la même manière dans les contextes développés, en développement ou fragiles dans lesquels nous travaillons, en reliant les politiques nationales suisses à la politique étrangère suisse et à la stratégie de coopération internationale de la Suisse.</p>	<p>Plaider en faveur de l'égalité des sexes en se concentrant sur les femmes et les jeunes en Suisse et à l'étranger; établir un lien entre le travail non rémunéré et le travail décent.</p> <p>Plaider pour l'équité sociale en Suisse et à l'étranger en se concentrant sur l'inégalité sociale et les droits des migrants; lien avec les entreprises et les droits de l'homme.</p> <p>Plaider en faveur de la transition écologique et du changement climatique en Suisse et à l'étranger; établir un lien avec les droits des femmes et des migrants; et les droits des entreprises et les droits de l'homme.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ CEDAW, EPU <ul style="list-style-type: none"> ○ CEDAW Suisse ○ EPU Suisse ○ https://www.ohchr.org ➢ Pacte mondial des Nations unies sur les principes d'autonomisation des femmes (WEP) <ul style="list-style-type: none"> ○ Travail de care non rémunéré en Suisse BFS ○ Inégalités de genre en Suisse ○ Écart de rémunération en Suisse ○ FCWI ○ https://ngocsw-geneva.ch/ ➢ Pacte mondial des Nations unies sur les migrations <ul style="list-style-type: none"> ○ http://www.enfants-migrants.ch/en/statistics ○ Racisme/discrimination en Suisse ➢ Pacte mondial des Nations unies (Business) <ul style="list-style-type: none"> ○ Réseau du Pacte mondial des Nations unies en Suisse ○ KOVI (Bernd/Helvetas déjà actifs) ➢ Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) <ul style="list-style-type: none"> ○ CSW suisse

ORGANISATION

Sujet	Questions clés	Analyse GSE et lien avec d'autres thèmes clés	Vision GES	Action GSE
Ressources humaines et localisation	<ul style="list-style-type: none"> • Comment Helvetas peut-elle garantir des efforts continus en faveur de l'équilibre et de la diversité des genres dans ses équipes au siège et sur le terrain, en particulier dans des contextes de plus en plus complexes et fragiles, où la sécurité des femmes et des minorités peut être plus difficile à assurer ? • Comment voyons-nous le rôle d'Helvetas (et en général celui des ONG) évoluer avec le renforcement des partenaires nationaux ? • Comment évaluer le débat actuel sur la localisation ? • Comment évaluer le débat actuel sur la décolonisation de l'aide ? Quel impact sur notre rôle, notre positionnement et notre financement futurs pouvons-nous attendre 	<ul style="list-style-type: none"> • Helvetas a pour pratique organisationnelle de longue date d'encourager les directeurs/représentants de pays à être originaires du pays où se trouve le poste, et plus de 90% des employés d'Helvetas dans les pays où nous travaillons sont des ressortissants de ce pays. • Une évolution croissante vers des gouvernements et des règles plus autoritaires et conservateurs, conduisant à... : <ul style="list-style-type: none"> - Des normes et des politiques plus patriarcales - Une réduction l'espace civique - Une réduire l'espace pour l'égalité des sexes et les femmes - Une réduction de l'espace et des ressources pour les organisations dirigées et/ou axées sur les femmes - Une diminution de l'espace et des ressources pour les organisations dirigées ou axées sur les minorités, par exemple les minorités ethniques, religieuses, de genre et autres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Helvetas continue d'investir dans l'égalité des genres et l'équité sociale dans sa propre culture organisationnelle, ses politiques et ses pratiques, tout en contribuant à des efforts de localisation plus équitables et plus efficaces, qui permettent aux femmes de s'autonomiser et de promouvoir l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et l'équité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser des environnements de travail sûrs et inclusifs qui respectent et valorisent la diversité. • Continuer à promouvoir l'équilibre entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de l'organisation, du personnel aux postes de direction. • Continuer les diamants GES et le marqueur GES • Poursuivre les formations au leadership inclusif • Renforcer la sensibilisation à la tolérance zéro à l'égard de la violence liée au sexe, de la violence sexuelle à l'égard des femmes et d'autres formes de discrimination, d'abus, de harcèlement, etc. • Promouvoir la collaboration et la coordination entre les organisations travaillant sur l'égalité des sexes et la localisation • Établir des partenariats authentiques et équitables avec les organisations de défense des droits des femmes et des minorités et les organisations dirigées par des femmes ou des minorités, en reconnaissant leur expertise et leur leadership. • Soutenir les organisations de femmes et les organisations dirigées par des femmes Fournir des opportunités de renforcement des capacités adaptées aux besoins spécifiques des organisations de femmes et des organisations dirigées par des femmes. • Soutenir et défendre les politiques et les procédures visant à prévenir et à combattre la discrimination, les abus et la violence fondés sur le sexe au sein de l'organisation et dans les organisations et les communautés avec lesquelles nous travaillons et travaillons en partenariat. • S'efforcer de réduire les déséquilibres de pouvoir qui peuvent empêcher les femmes et les minorités de participer pleinement aux efforts de localisation et d'en tirer profit. • Veiller à ce que les représentants des femmes et des minorités participent de manière significative aux organisations locales et aux processus de prise de décision et qu'ils y exercent un rôle de premier plan.



Sujet	Questions clés	Analyse GES et lien avec d'autres thèmes clés	Vision GES	Actions GES
Tendances et modèles de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les tendances générales de l'APD ? Comment sont-elles susceptibles d'offrir des opportunités de financement, des défis (sur le plan thématique, géographique, de l'approche ? • En particulier, quel pourrait être l'impact de la localisation sur notre financement ? Quelles sont les options que nous envisageons d'anticiper ? • Comment évaluer la méga-philanthropie (propositions de 100 MCHF) et que devrions-nous faire pour nous positionner efficacement ? • Comment pourrions-nous augmenter le financement non affecté ? Quelles sont les nouvelles sources de financement non affecté que nous envisageons ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses militaires mondiales ont atteint un niveau record de 2,1 billions de dollars, alors que le financement des organisations de femmes dans les pays touchés par les conflits est en baisse. L'UNWOMEN • Financement du secteur privé dans le cadre de la RSE, entreprises membres des principes d'autonomisation des femmes (WEP) du Pacte mondial des Nations unies et investisseurs en matière de genre ou d'impact social. • Fondations ; réseaux de fondations qui soutiennent les femmes, les droits de l'homme et d'autres questions sociales • Autres formes de parrainage, par exemple l'engagement de la diaspora, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Helvetas continue d'être financée par un groupe diversifié de donateurs et supporteurs de l'inclusion et de l'équité sociales et de genre, ce qui lui permet de continuer à investir dans des programmes, des projets et des collaborations principaux et/ou importants en matière GES. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à faire pression sur les donateurs et les gouvernements en ce qui concerne les avantages sociaux, économiques, environnementaux et sécuritaires de l'entre les hommes et les femmes. • Veiller à ce que les fonds parviennent directement aux ADR/M et aux ADMR, et à ce que les mécanismes de financement soient accessibles. • Continuer à rechercher des possibilités de financement axées sur l'égalité entre les hommes et les femmes, l'inclusion sociale et l'équité.

Pour plus d'informations, consultez la page du site web public GES: <https://www.helvetas.org/fr/suisse/ce-qu-on-fait/nos-themes/genre-et-equite-sociale>

Pour plus de ressources, pour les membres de l'équipe d'Helvetas, visitez l'espace GES sur notre intranet Pamoja [Genre et équité sociale - Pamoja](#)

ou contacter Agnieszka.kroskowska@helvetas.org